

Suisse

*Nouvelle-
Calédonie*

France

Luxembourg

Monaco

Miami

Rapport Annuel 2016

CFM INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Sommaire

04 Crédit Agricole : un groupe bancaire universel

INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

08 Message de la Direction Générale du Groupe
10 Notre réseau et nos chiffres clés
12 Shaping Indosuez 2020 : notre projet d'entreprise
14 La conjoncture économique et financière

RAPPORT D'ACTIVITÉ

CFM INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

18 L'environnement monégasque
22 Message des Dirigeants
24 Les organes de la Banque
25 L'activité commerciale
26 Les solutions d'investissement
27 Chiffres clés
28 Activités et résultats de la Banque

COMPTES ANNUELS

CFM INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

32 Bilan au 31 décembre 2016
35 Compte de résultat de l'exercice 2016
36 Notes sur les états financiers
46 Résultats financiers de la société
48 Rapports des Commissaires aux comptes
50 Résolutions
52 Implantations

Bienvenue



Toute une banque pour vous

Grâce à son modèle de **banque universelle de proximité** – l'association étroite de ses banques de proximité avec ses métiers spécialisés –, réaffirmé par sa nouvelle signature « Toute une banque pour vous », le Crédit Agricole accompagne ses clients dans tous leurs projets personnels et professionnels en leur proposant une large gamme de services : banque au quotidien, crédits, épargne, assurances, gestion d'actifs, immobilier, crédit-bail, affacturage, banque de financement et d'investissement, services aux émetteurs et aux investisseurs.

Au service de **52 millions de clients dans le monde**, il se distingue également par son modèle distributif, la Banque multicanale de proximité, et la mobilisation de ses **138 000 collaborateurs** qui font du Crédit Agricole la Banque de la relation client.

Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, portés par ses **9,3 millions de sociétaires** et près de **31 000 administrateurs** de Caisses locales et régionales, le Crédit Agricole dispose d'un modèle d'organisation qui lui assure stabilité et pérennité. Il puise également sa force dans ses valeurs de transparence, proximité, responsabilité et ouverture sur le monde et les territoires, qu'il cultive depuis 120 ans.

La politique de responsabilité sociale d'entreprise du Crédit Agricole est au cœur de son identité de banque utile et loyale dans la durée. Elle s'intègre à son offre et irrigue tous ses métiers. Elle est un facteur clé de performance globale et un puissant vecteur d'innovation.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole renforce année après année ses positions de leader. Il est le premier financeur de l'économie française et le premier assureur en France. Il est également le premier bancassureur en Europe, le premier gestionnaire d'actifs européen et le deuxième acteur mondial en financements verts.



Organisation du Groupe

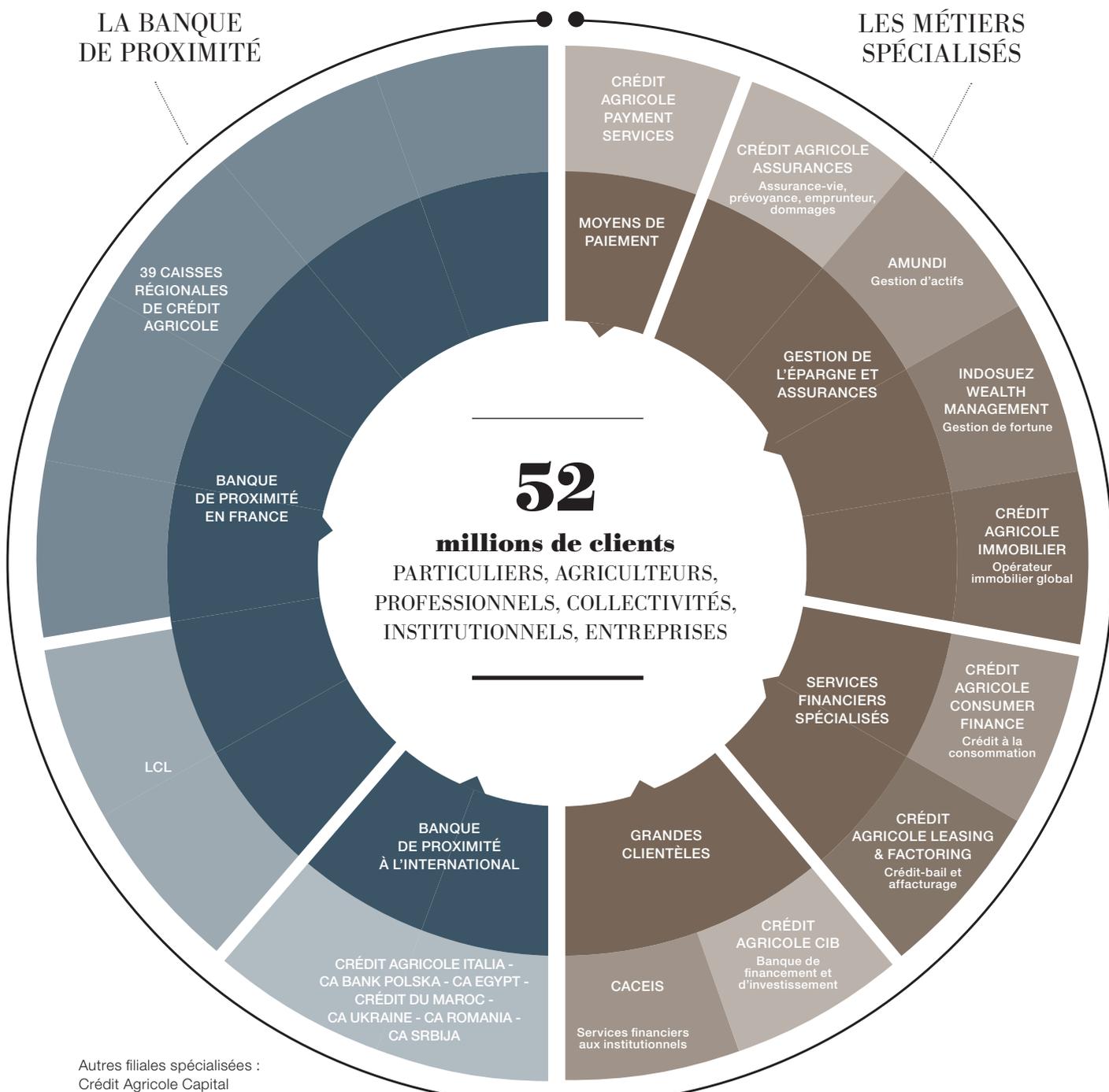
9,3 millions de sociétaires sont à la base de l'organisation coopérative du Crédit Agricole. Ils détiennent sous forme de parts sociales le capital des **2 471 Caisses locales** et désignent chaque année leurs représentants : près de **31 000 administrateurs** qui portent leurs attentes au cœur du Groupe.

Les Caisses locales détiennent l'essentiel du capital des **39 Caisses régionales**.

Les Caisses régionales sont des banques régionales coopératives qui offrent à leurs clients une gamme complète de produits et services. L'instance de réflexion des Caisses régionales est la Fédération Nationale du Crédit Agricole, lieu où sont débattues les grandes orientations du Groupe.

À travers **SAS Rue La Boétie**, les Caisses régionales sont l'actionnaire majoritaire, à 56,6 %, de **Crédit Agricole S.A.** qui coordonne, en liaison avec ses filiales spécialisées, les stratégies des différents métiers en France et à l'international.

La banque universelle de proximité



Autres filiales spécialisées :
 Crédit Agricole Capital
 Investissement & Finance
 (Idia, Sodica), Uni-éditions

Indosuez Wealth Management

Depuis 140 ans, l'histoire de notre Maison s'est bâtie en résonance avec celle des entrepreneurs et des familles que nous avons conseillés partout dans le monde. Aujourd'hui, nous accompagnons nos clients, contribuant à leurs côtés à construire, protéger et transmettre leur patrimoine. En qualité d'“Architects of Wealth”, nous leur offrons des conseils experts et un service d'exception pour définir des structures patrimoniales adaptées et des solutions d'investissement dédiées. Ainsi, ils peuvent se consacrer à la réalisation de leurs aspirations personnelles, et se reposer sur la qualité de l'exécution des prestations de gestion de fortune traditionnelle et, au-delà, des services financiers et bancaires du groupe Crédit Agricole.*

*Architectes de votre patrimoine.



Message de la Direction Générale du Groupe



JEAN-YVES HOCHER

*Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Grande Clientèle,
Directeur Général de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
et Président de CA Indosuez Wealth (Group)*

PAUL de LEUSSE

Directeur Général de CA Indosuez Wealth (Group)

L'année 2016 s'est révélée riche en événements mais également complexe pour Indosuez Wealth Management. Elle constitue à bien des égards une transition vers une nouvelle période. Dans un marché de la Gestion de Fortune en pleine mutation, les décisions prises et les chantiers engagés cette année définissent clairement les orientations du métier.

Nous avons simplifié notre stratégie commerciale, en décidant de ne travailler qu'avec des clients résidents de pays participant à l'échange automatique d'informations. Ce choix engendre, certes, une perte d'encours à court terme mais facilite notre action future en renforçant notamment la lisibilité de notre positionnement. Par ailleurs, cette volonté de nous concentrer sur certains pays, conjuguée à l'obtention d'un certificat de conformité fiscale de la part de nos clients, concrétise l'achèvement du processus de clarification fiscale entamé depuis plusieurs années.

En fin d'année, nous avons lancé notre projet d'entreprise «Shaping Indosuez 2020» qui s'inscrit dans le plan à moyen terme du groupe Crédit Agricole. Nous y réaffirmons la cohérence et la solidité de notre modèle d'activité et partageons notre vision stratégique à l'horizon 2020, dont 2017 verra les premières réalisations.

Ce projet repose sur 4 grands piliers :

Accélérer notre développement

La croissance organique constituera le socle de ce développement sans exclure d'éventuelles opportunités de croissance externe. L'accord de référencement signé à Monaco avec HSBC Private Bank témoigne de notre capacité à renforcer nos positions auprès d'une clientèle d'investisseurs fortunés sur nos marchés prioritaires. Il permet également à CFM Indosuez Wealth Management de conforter sa position de première banque de la Principauté de Monaco.

Notre stratégie de développement repose sur un réseau international en adéquation avec les aspirations de nos clients. Elle s'appuie également sur un panel d'expertises dédiées à valeur ajoutée et mobilise les compétences de l'un des principaux groupes bancaires en Europe.

Mener notre transformation digitale

Nos clients ont été nombreux à répondre à une étude sur leurs attentes en matière de digital. Ils plébiscitent les solutions leur permettant de faciliter et d'intensifier leur relation avec nos experts, signe à la fois de leur attachement à notre établissement mais aussi de leurs nouveaux usages. Ainsi, le volet digital volontariste de notre projet d'entreprise vise à améliorer l'expérience client en lui offrant accès à toutes nos expertises à tout moment et en tout lieu. Les banquiers seront équipés d'outils pour les aider dans leurs prises de décision et accroître leur mobilité. Enfin, certains processus à l'instar des ouvertures de compte seront digitalisés afin de renforcer efficacité et fiabilité opérationnelles.

Améliorer notre efficacité

Comme toutes les banques privées, nous sommes confrontés à un enjeu de performance opérationnelle. Notre développement reposera sur notre capacité à renforcer la rentabilité de nos modèles, à rendre nos organisations plus efficaces pour nos clients, plus agiles pour nos collaborateurs.

Fédérer les femmes et les hommes autour de ce projet

La réussite de ce projet est adossée à nos atouts différenciants : un fort ancrage au Crédit Agricole, la puissance d'une marque mondiale déployée en début d'année, une approche internationale en termes de réseau et d'offre, et une forte culture relationnelle. Son succès repose sur l'engagement, l'expertise et l'esprit entrepreneurial de nos 2 800 collaborateurs répartis dans 14 pays.

2017 sera jalonnée de la réalisation de plusieurs chantiers issus de notre projet d'entreprise, synonymes de croissance rentable pour notre activité de Gestion de Fortune et d'une exigence accrue quant à la qualité du service délivré à nos clients.



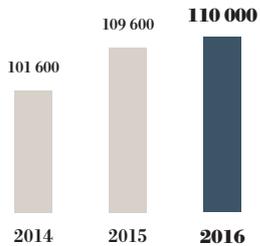
Jean-Yves Hocher



Paul de Leusse

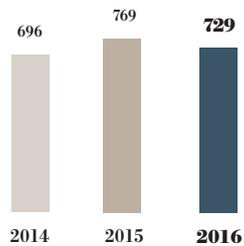
Nos chiffres clés

Actifs confiés en M€



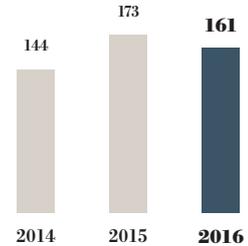
L'année 2016 a été marquée par la poursuite de la politique de recentrage d'Indosuez Wealth Management, notamment sur les clients résidents des pays ayant adhéré aux règles d'échange automatique d'informations fiscales. Les effets de ce recentrage ont été compensés par la bonne performance des marchés financiers au dernier trimestre 2016.

PNB en M€



Le PNB s'inscrit en retrait pénalisé par un contexte de taux durablement bas et de marchés difficiles à l'origine de l'attentisme de la clientèle jusqu'au dernier trimestre de l'année.

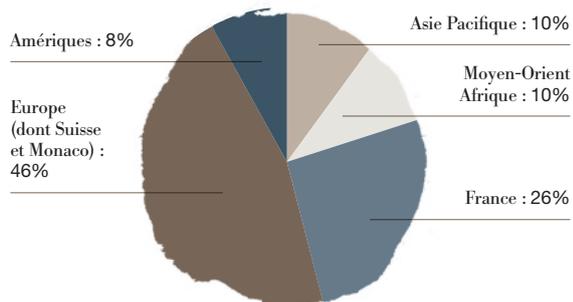
RBE en M€



Le RBE recule légèrement en dépit de charges maîtrisées.

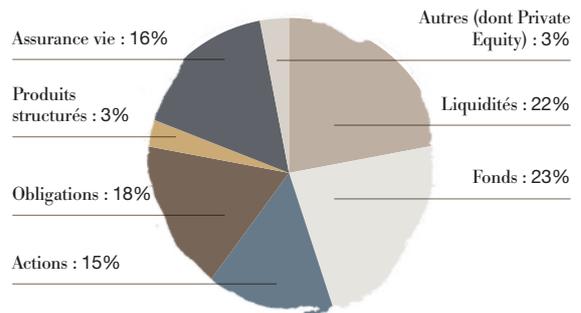
Vision géographique par pays de résidence

Une bonne diversification des avoirs de nos clients alimentée par de multiples relais de croissance.



Allocation d'actifs

Une allocation d'actifs diversifiée, traduction de notre ambition de protéger et faire fructifier le patrimoine de nos clients.



2 800

collaborateurs
aux multiples expertises

29

implantations

14

pays à travers
le monde

Shaping Indosuez 2020

Le projet d'entreprise du groupe Indosuez Wealth Management

*Lancé fin 2016,
le projet d'entreprise
« Shaping Indosuez 2020 »
a vocation à renforcer
le leadership
d'Indosuez Wealth Management
sur ses marchés cibles
et sa rentabilité au
travers de 4 axes*

1

Accélérer le développement

- Doper la croissance organique et la rentabilité des capitaux investis (RoA) au travers de projets concrets dont nous pourrions suivre la mise en œuvre et mesurer les impacts dans les trimestres à venir.
- Développer les synergies au sein du pôle Grandes Clientèles avec CA-CIB et CACEIS, mais également au sein du Groupe en s'affirmant comme le pôle d'excellence de la gestion de la clientèle fortunée à l'instar de ce qui se fait avec les Caisses régionales.
- Renforcer le positionnement d'Indosuez à l'international sur ses implantations clefs où nous ne disposons pas de la taille critique (Italie, Espagne et Belgique) et auprès de ses clientèles cibles. Ce renforcement se traduit par des acquisitions d'acteurs spécialisés en Gestion de Fortune ou de portefeuilles d'actifs.

2

Mener la transformation digitale

- Améliorer l'expérience du client en lui permettant d'accéder en tout lieu et en tout temps à l'expertise Indosuez.
- Améliorer l'expérience du conseiller clientèle en lui fournissant des outils d'analyse et d'aide à la décision en ligne.
- Améliorer les processus de traitement interne avec l'objectif d'améliorer la réactivité de notre organisation et de réduire les coûts opérationnels.

3

Simplifier l'organisation et améliorer l'efficacité

- Notre développement, notamment par acquisition, repose également sur la démonstration de notre capacité à rentabiliser nos investissements et notre modèle d'activité.
- « Shaping Indosuez 2020 » apportera la preuve de notre aptitude à conjuguer Gestion de Fortune, efficacité et productivité.
- La réussite de cet objectif est conditionnée à une revue de nos organisations pour les rendre plus efficaces pour les clients, et plus agiles pour les collaborateurs d'Indosuez en renforçant leur délégation et responsabilité. Elle réside également dans le développement des compétences de nos collaborateurs.

4

Fédérer les femmes et les hommes autour d'un projet commun

- La mise en œuvre de ce projet s'appuie sur nos atouts différenciants : un fort ancrage au groupe Crédit Agricole, la puissance d'une marque mondiale, Indosuez Wealth Management, une approche internationale en termes de réseau et d'offre, et une forte culture relationnelle.
- Son succès repose avant tout sur l'engagement, l'expertise, l'esprit entrepreneurial et l'excellence sans cesse renouvelée des femmes et des hommes de notre entreprise.

Analyse
macroéconomique
2016 et perspectives
des marchés financiers
en 2017



2016, une année surprenante

PAUL WETTERWALD

Chef Economiste

Indosuez Wealth Management

Le contexte politique

Après des années de croissance du commerce international, l'année 2016 a été celle d'une remise en cause des bénéfices du libre-échange. Cette tendance n'est pas venue des partis politiques au pouvoir, mais plutôt de courants qui ont prospéré sur l'idée que les gains issus du commerce international n'ont pas été suffisamment redistribués à la partie du corps électoral qui a le plus souffert des ajustements des appareils de production opérés au cours des années passées.

Selon les pays, cette posture a pris des formes diverses, mais qui peuvent être résumées dans la notion de politique de la colère (« politics of rage »).

Le fait de sous-estimer ce phénomène a conduit à deux grandes surprises : la volonté exprimée par les citoyens du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne (le Brexit) et l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis plus récemment.

La conjoncture économique et financière

La faible croissance observée aux Etats-Unis lors du 1^{er} semestre a constitué une autre surprise. Fort heureusement, l'économie américaine a nettement accéléré au second semestre (en rythme annualisé la croissance du PIB s'est rapprochée de 3%). La trajectoire de croissance de la zone euro a elle croisé celle des Etats-Unis : après un départ en fanfare, la dynamique s'est affaiblie. Au final, 2016 devrait s'avérer être un exercice pendant lequel l'augmentation du PIB de l'Union monétaire européenne s'est inscrite en retrait tant par rapport à 2015 que par rapport à la performance des Etats-Unis. Cela étant, c'est bien la Chine qui est restée le moteur principal d'une croissance mondiale qui est restée largement positive.

De leur côté, les chiffres d'inflation ont retrouvé une trajectoire ascendante, effets de base liés aux prix du pétrole et de l'alimentation et amélioration du marché du travail obligent. Ils sont maintenant positifs, Suisse exceptée. Hormis aux USA, cette évolution n'a pas entraîné de resserrement des politiques monétaires dans les économies matures.

Ainsi, la Réserve fédérale américaine, après avoir démarré le 16 décembre 2015 le premier cycle de resserrement monétaire aux Etats-Unis depuis plus de 10 ans, a peiné à poursuivre sur sa lancée. En décembre, la réunion de la Banque centrale américaine a conclu à une révision à la hausse des projections de ses membres relativement à l'évolution du taux d'intérêt directeur. Son niveau ne devrait pas atteindre 3% avant 2020 au plus tôt. Le marché obligataire a pris acte de ce positionnement, puisque la partie longue de la courbe des rendements des obligations gouvernementales américaines s'est déplacée vers le haut par rapport à son niveau du début d'année. En décembre 2015, le gouverneur de la Banque centrale européenne a décidé d'enfoncer encore davantage en territoire négatif, de -0,2% à -0,3%, le taux appliqué aux dépôts des banques commerciales auprès de la Banque centrale. En outre, il a étendu jusqu'en mars 2017 le programme d'achats de la BCE. Une année après, le bilan de la Banque centrale s'est accru de plus de 750 milliards d'euros et le programme d'achats a été prolongé une nouvelle fois au moins jusqu'en décembre 2017.

De leur côté Japon et Chine ont conservé une politique monétaire accommodante. Dans le premier pays, l'objectif d'inflation à 2% est passé au second plan pour laisser le devant de la scène à une gestion de la courbe des rendements visant à maintenir le taux à 10 ans autour de 0%. Dans le second, il a fallu poursuivre le pilotage du rythme d'activité, en affaiblissant légèrement le yuan.

Cette dernière devise n'est pas la seule à s'être affaiblie contre le dollar. La livre sterling (dû au Brexit) et le peso

mexicain (effet Trump) ont perdu plus de 16%, alors que le franc suisse et l'euro limitaient leur dépréciation. A l'inverse, les devises russes et brésiliennes s'appréciaient de plus de 20%. Comme attendu, le rendement des obligations libellées en real brésilien et en rouble (devises qui se sont renforcées) ont diminué, alors que celui des titres émis en peso mexicain a augmenté. Plus surprenant, la chute de la livre anglaise s'est accompagnée d'une baisse des rendements des « Gilts ». Le rendement des obligations libellées en euro s'est orienté à la baisse, fortement impacté par l'action de la BCE. Suisse et Italie mises à part, ceci a finalement permis aux marchés d'actions de dégager des performances positives. L'ensemble de ces développements sont allés de pair avec des pics de volatilité, reflétant une montée de l'incertitude.

2017 : encore des échéances politiques

La croissance de l'économie mondiale est installée sur un rythme proche de sa moyenne des 30 dernières années : c'est une bonne nouvelle, mitigée toutefois par l'absence d'accélération prévue pour les années à venir. Ceci provient de ce que certains des moteurs de croissance habituels sont absents. Les salaires augmentent maintenant après avoir diminué pendant un certain temps. Le prix du pétrole, attendu autour de son niveau actuel pour les mois à venir, ne freinera pas non plus la hausse des coûts de production. De leur côté, les Banques centrales sont à la peine pour offrir davantage de stimulus monétaire. A contrario, les politiques budgétaires prennent un biais moins restrictif. Au total, ceci crée un environnement de croissance économique modérée, accompagnée de taux d'intérêt se situant à un bas niveau en comparaison historique, et de taux d'inflation eux aussi modestes.

En bref, un environnement qui reste en général favorable aux actifs risqués.

Les risques les plus importants qui pèsent sur ce scénario sont d'ordre politique. La hausse du protectionnisme est visible aux quatre coins du monde au travers des partis et/ou programmes politiques d'obédience populiste tournés vers des problématiques domestiques. Le protectionnisme signifie des prix plus élevés associés à de moindres volumes de commerce. A grande échelle, il serait même susceptible d'engendrer une récession aux Etats-Unis et dans le monde.

Le risque politique est également élevé eu égard aux élections française et allemande en 2017. Là encore, nous retenons pour notre scénario une issue favorable à la croissance. Si cela devait s'avérer erroné, alors la problématique de la survie de l'euro et de l'Union européenne referait surface. Toutefois, il faut souligner que l'Union européenne aborde ces échéances dans de meilleures conditions en termes de risque systémique qu'en 2008. Dès lors, nous considérerions d'éventuelles corrections de marché comme des opportunités d'achat. De leur côté, les banques centrales du Brésil et de l'Inde, à l'instar de certaines de leurs consœurs des pays émergents, baissent leurs taux d'intérêt et disposent encore de marges de manœuvre pour aller plus loin. Il est vrai que les économies émergentes sont vulnérables en cas de hausses du différentiel de leurs taux d'intérêt avec ceux des Etats-Unis, mais celles-ci abordent 2017 avec des comptes extérieurs plus solides que lors des crises passées. De plus, tant le Brésil que la Russie devraient sortir de récession l'an prochain. En conséquence, la plus grande part de la croissance mondiale devrait provenir du monde émergent, rendant ces marchés attrayants pour les investisseurs, au prix il est vrai d'une volatilité plus élevée.



“La plus grande part de la croissance mondiale devrait provenir du monde émergent, rendant ces marchés attrayants pour les investisseurs”





MARIE-ODILE **JORIS**
Secrétaire Général

L'environnement monégasque

La pertinence des choix courageux et visionnaires faits par ses Princes tout au long de ses 720 ans d'Histoire, a fait de Monaco un Etat souverain aux équilibres enviés.

Les raisons de s'installer dans cet environnement très international sont multiples.

Monaco est en effet un lieu exclusif et unique qui présente de nombreux atouts : stabilité, sécurité, fiscalité modérée, cadre de vie exceptionnel, excellence des soins de santé, haut niveau d'éducation secondaire.

La grande diversité des activités et entreprises à haute valeur ajoutée qui caractérise le tissu économique monégasque contribue au progrès de tout un bassin d'emploi.

Le PIB monégasque pour l'année 2015 s'élève à 5,64 milliards d'euros contre 5,32 milliards en 2014. Il enregistre une croissance de +5,4% en volume (correction faite de l'inflation).*

En 2016, la Principauté a poursuivi sa croissance tout en maintenant des finances saines. Ses principaux indicateurs économiques, globalement de bon niveau au terme du troisième trimestre 2016, affichent des résultats contrastés selon les secteurs.

L'évolution du montant des actifs des banques reste positive tant sur les douze derniers mois que sur le dernier trimestre, essentiellement en raison de la progression du montant des dépôts. Ce secteur a été marqué en 2016 par l'annonce de la fin des activités de Crédit Suisse repris par la banque Safra et de HSBC, avec laquelle notre Maison a passé un accord de référencement. Le secteur financier voit ainsi la poursuite de la concentration des établissements de crédit (33, au 31/12/2016) et l'augmentation du nombre de sociétés de gestion (58, au 31/12/2016).

Le secteur de l'immobilier déjà performant, continue d'afficher une progression du nombre de transactions dans le neuf comme dans l'ancien, tandis que les prix moyens progressent sous l'effet de surfaces échangées plus importantes.

Après un premier trimestre en léger recul, l'emploi a progressé pour le troisième trimestre consécutif et finit l'année en hausse (+1,3%). Si le nombre d'employeurs a progressé également, le nombre d'heures travaillées est resté stable.

La Principauté inscrit son économie dans un arc méditerranéen qui s'étend de la riviera italienne à la Côte d'Azur française. Chaque jour près de 50.000 professionnels viennent travailler à Monaco, dans un

échange profitable à chacun des pays. De plus, 120 nationalités, issues de tous les continents, apportent leur expérience et leur expertise à l'économie monégasque.

La Principauté compte actuellement une dizaine de chantiers au long cours pour près du tiers du budget annuel de l'Etat. Après la mise en service du tunnel Albert II en juillet 2016 qui est une composante importante du dispositif de fluidification de l'accès à la Principauté, d'autres chantiers importants et réalisations d'opérations immobilières complexes soulignent la poursuite des efforts budgétaires de la Principauté pour parvenir à un équilibre entre développement urbain et économique et préservation de la qualité et du cadre de vie.

Les opérations îlot Charles III, entrée de ville, FANB Roqueville, Pasteur, le nouveau CHPG se poursuivent selon le planning établi et permettent de développer des m2 utiles de surfaces tertiaires et industrielles indispensables au développement économique.

Suite à la Loi de désaffectation promulguée en juillet 2016, le Traité de concession de la conception, réalisation et commercialisation de l'extension en mer ou éco-quartier de six hectares à l'Anse du Portier a permis de lancer à l'automne les premiers travaux préparatoires.

Des atouts d'attractivité dans l'excellence des équipements, la multitude des événements culturels et sportifs qui rythment l'année font de la Principauté de Monaco une destination privilégiée pour les professionnels et les touristes. Dans un contexte touristique marqué par les attentats et la désaffectation de certaines nationalités pour la destination France, la Principauté de Monaco reste attrayante par son haut niveau de sécurité auquel sont très attachées les autorités de la Principauté.

En matière de politique fiscale internationale, la Principauté s'est résolument engagée en faveur de la transparence

*En 2016,
la Principauté a poursuivi sa
croissance tout en maintenant des
finances saines. Ses principaux
indicateurs économiques,
globalement de bon niveau au
terme du troisième trimestre 2016,
affichent des résultats contrastés
selon les secteurs.*

fiscale avec le dépôt le 14 octobre 2016 auprès de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE), de l'instrument de ratification de la convention relative à l'assistance administrative mutuelle signée le 13 octobre 2014 par SAS le Prince Albert II. Cette convention, qui vient s'ajouter à de nombreuses mesures prises depuis 2009, autorise le gouvernement à mettre en œuvre l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers des non-résidents dès 2018, sur les informations collectées en 2017.

La Principauté œuvre dans le même temps pour le renforcement de son attractivité économique qui passe par la modernisation de la législation et la poursuite des investissements pour l'amélioration du fonctionnement de l'administration au service de l'utilisateur, comme de l'amélioration de la connaissance des spécificités de la Principauté par l'ouverture sur le plan international eu égard aux négociations avec l'UE.

* Les chiffres du PIB de 2016 publiés par l'Institut Monégasque de la Statistique et des Études Économiques (IMSEE) seront disponibles fin 2017.

Rapport d'Activité

CFM Indosuez Wealth Management, la banque de référence à Monaco

Premier employeur bancaire de la Principauté, CFM Indosuez Wealth Management est l'unique établissement de la place à pouvoir offrir des solutions financières à la fois aux investisseurs privés, aux entreprises, aux institutionnels et aux professionnels.

Créée en 1922 par de grandes familles monégasques dont certaines sont toujours au capital, CFM Indosuez Wealth Management est filiale à 70% du groupe Crédit Agricole. Cet adossement à l'un des premiers groupes bancaires mondiaux, associé à nos profondes attaches monégasques, est une garantie de solidité et de pérennité essentielle pour nos clients, nos actionnaires, nos collaborateurs et nos partenaires.

Au sein du groupe, notre Maison est pleinement intégrée au Métier de Gestion de Fortune, Indosuez Wealth Management. Ses 2800 spécialistes de la Gestion de Fortune, dont 369 sont chez CFM Indosuez Wealth Management à Monaco, façonnent des solutions sur mesure pour nos clients, dans un pays d'implantation ou en multibooking. Ensemble, ils ont une vocation unique : aider les familles et les entrepreneurs à créer, faire fructifier, protéger et transmettre leur patrimoine.



Message des Dirigeants



JEAN-MARIE **SANDER**
Président

GILLES **MARTINENGO**
Directeur Général

En 2016, CFM Indosuez Wealth Management a obtenu des résultats de très bon niveau après une année 2015 exceptionnelle, dans un contexte complexe tant sur les plans économiques et financiers que géopolitiques.

Ainsi, le produit net bancaire fait preuve d'une solide résistance en dépit d'une grande volatilité sur les marchés financiers et du contexte de taux bas et atteint 119,4 millions d'euros. Le résultat net 2016 ressort à 44,9 M€ en normes IFRS, grâce notamment à l'efficacité de la politique de contrôle des risques de la banque et à une bonne maîtrise de ses charges.

Cette réussite en 2016 est le fruit de la recherche constante d'excellence et d'innovation de l'ensemble de nos collaborateurs au bénéfice de nos clients et de nos

partenaires. Elle témoigne également du soutien fidèle de nos actionnaires et des Autorités Monégasques, que nous tenons ici à remercier pour leur confiance et l'intérêt qu'ils portent à notre développement.

Quatre événements ont plus particulièrement marqué l'année pour notre Maison :

- **Adoption de la marque CFM Indosuez Wealth Management début 2016 :** à travers sa nouvelle marque, notre Maison marque son attachement à la Principauté et inscrit son expertise en matière de Gestion de Fortune Internationale dans son nom. Notre visibilité et notre attractivité en ont été accrues pour nos clientèles cibles et plus particulièrement pour la clientèle internationale.

*Cette réussite
en 2016 est le fruit
de la recherche constante
d'excellence et d'innovation
de l'ensemble de nos
collaborateurs au bénéfice
de nos clients et de nos
partenaires.*

- **Décision stratégique d'Indosuez Wealth (Group) au printemps 2016** : depuis plusieurs années, la ligne métier Gestion de Fortune du Crédit Agricole a engagé une démarche volontaire visant à s'assurer que chacun de ses clients est bien en conformité avec les services fiscaux de son pays de résidence et a donc décidé de centrer ses moyens et ses efforts sur la clientèle résidant dans des pays participant à l'échange automatique d'informations. Grâce au dynamisme commercial de nos équipes, cette décision a généré des sorties de capitaux qui ont été en bonne partie compensés par le développement d'une nouvelle clientèle.
- **Signature d'un accord de référencement avec HSBC Private Bank (Monaco) à l'automne 2016** : cet accord permet à CFM Indosuez Wealth Management de poursuivre le développement de son fonds de commerce et d'augmenter sa part de marché.
- **Lancement fin 2016 du projet d'entreprise 'Shaping Indosuez 2020'** : ce projet s'inscrit dans le plan à moyen terme du groupe Crédit Agricole 'Ambition stratégique 2020'. Il porte les ambitions d'Indosuez Wealth Management pour relever les nouveaux défis qui se dessinent dans le métier de Gestion de Fortune internationale.

Ces événements constituent des points importants de notre transition vers une nouvelle période, dans un marché de la Gestion de Fortune en pleine mutation. Chacun d'entre eux contribue à renforcer notre leadership à Monaco. La qualité des expertises apportées à notre clientèle a d'ailleurs été saluée par le magazine international Global Finance dans son classement 2017, qui a élu CFM Indosuez Wealth Management Meilleure Banque de Monaco. Réalisé pour la 18ème année consécutive, ce classement est établi dans de nombreux pays du monde. Global Finance analyse la performance des banques sur la base d'informations issues non seulement des experts de l'industrie financière, mais également des chefs d'entreprises, des investisseurs... Pour son classement 2017, Global Finance a été particulièrement attentif aux capacités d'innovation des banques. Notre Maison continue ainsi à être une institution bancaire incontournable à Monaco.

L'expertise de ses collaborateurs et de l'ensemble du groupe Indosuez Wealth Management, associée à la force et la solidité du groupe Crédit Agricole auquel notre Maison est adossée, donnent à CFM Indosuez Wealth Management l'assurance de pouvoir relever les défis des années à venir. Notre modèle est transparent, solide, performant et tourné vers l'avenir. Nous sommes confiants dans la capacité de CFM Indosuez Wealth Management à accompagner ses clients et les générations à venir dans la gestion de leur fortune, avec un niveau d'exigence qui bien que déjà très élevé, ne cessera de progresser.

Jean-Marie Sander

Gilles Martinengo

Organes de la Banque

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président d'honneur

Yves BARSALOU
Georges MAZAUD

Conseil d'Administration

Président
Jean-Marie SANDER

Administrateurs

Yves BARSALOU
Michel CRESP
Jean DELAMALLE
Olivier DESJARDINS
Philippe GESLIN
Hervé HUSSON
Paul de LEUSSE
Andrée SAMAT
Jean-Marie SANDER

Direction Générale

Directeur Général
Gilles MARTINENGO



COMITÉ EXÉCUTIF

Devant, de gauche à droite

Marie-Odile JORIS
Secrétariat Général

Gilles MARTINENGO
Direction Générale

Stéphane HERPE
Département des Marchés,
du Marketing et du Développement

Grégoire FAURE
Direction de la Clientèle

Derrière, de gauche à droite

Vincent THOMAS
Département Financier,
Informatique, Opérations
et Organisation

Yves BRACCALENTI
Direction du Développement

Ariel BARUGEL
Direction des
Ressources Humaines



Interview Grégoire Faure

Notre business model est solide et durable. Il s'appuie en particulier sur l'équilibre entre une clientèle internationale et notre clientèle on-shore à Monaco, ainsi que sur notre maillage local avec notre réseau d'agences qui couvre l'ensemble de la Principauté.

GRÉGOIRE FAURE

L'activité commerciale

L'année 2016 s'avère avoir été pour notre activité commerciale, plus encore qu'anticipé, une année pleine de défis issus des profondes mutations de nos métiers. Ces défis, endogènes ou exogènes, imposent de réinventer notre modèle en gardant au cœur de notre action l'excellence de service pour notre clientèle :

- défi réglementaire : l'augmentation des contraintes réglementaires internationales et les choix stratégiques du groupe nous ont amenés à renforcer pour l'ensemble de nos clients l'application de notre politique commerciale, profondément ancrée dans le strict respect des normes en matière de conformité OCDE, FATCA et MiFID ;
- défi commercial avec la déclinaison de notre stratégie commerciale s'adossant sur notre nouvelle marque CFM Indosuez Wealth Management, et tournée vers le développement de quelques marchés prioritaires composés de clients résidents de pays participant à l'échange automatique d'informations ;
- défi au niveau de l'offre produits avec des clients attentistes mais exigeants, qui ont souvent recherché des rendements avec une prise de risque limitée, dans des marchés financiers marqués par une forte volatilité ;
- défi financier résultant des taux négatifs.

Ce développement s'est traduit par une croissance de notre fonds de commerce cible, une diffusion satisfaisante de l'offre de produits et de services grâce à l'expertise de nos banquiers sur leurs marchés.

La cession de la clientèle non stratégique a pu se faire dans de bonnes conditions grâce à un travail important de l'ensemble de nos équipes et à la mise en place d'une assistance sur mesure.

2016 a également été marqué commercialement par l'accord de référencement que nous avons signé avec HSBC Private Bank (Monaco) au dernier trimestre. Cet accord nous a amenés à préparer et organiser l'arrivée pour 2017 de nouveaux clients et de nouvelles équipes, commerciales notamment.

L'ensemble de ces transformations importantes apporte la preuve que notre business model est solide et durable. Il s'appuie en particulier sur l'équilibre entre une clientèle internationale et notre clientèle on-shore à Monaco, ainsi que sur notre maillage local avec notre réseau d'agences qui couvre l'ensemble de la Principauté. CFM Indosuez Wealth Management est également l'unique établissement de la place à pouvoir offrir des solutions financières à la fois aux investisseurs privés, aux entreprises, aux institutionnels et aux professionnels.

Notre Maison poursuit ainsi son développement de façon pérenne, dans des conditions de conformité, de transparence et de maîtrise des risques nécessaires à la confiance de nos clients, de nos partenaires, de nos actionnaires et nos collaborateurs.



Le développement des expertises et des innovations au service de nos clients, associées à la proximité qui leur est offerte à Monaco, vont rester des facteurs clé de succès dans les années qui viennent.

Interview Stéphane Herpe

STÉPHANE HERPE

Les solutions d'investissement

CFM Indosuez Wealth Management propose l'offre de solutions d'investissements la plus vaste disponible à Monaco et a continué à l'élargir encore en 2016, en collaboration avec l'ensemble des experts du groupe Indosuez Wealth Management.

La proximité et l'expertise de nos spécialistes des marchés basés à Monaco a été encore particulièrement appréciée par notre clientèle en 2016. Notre Salle des Marchés reste de loin la plus grande de la Principauté et de l'ensemble de la Côte d'Azur, avec 55 experts dédiés aux solutions d'investissement. Elle constitue une plate-forme de référence pour les investisseurs qui veulent accéder aux offres de marchés. Nos experts interviennent également chaque matin sur la radio de référence de la Principauté, Radio Monaco, pour donner la tendance des marchés.

Notre objectif est d'offrir à nos clients un niveau de réactivité, de sécurité et d'innovation répondant pleinement à leurs attentes. Ces dernières ont été marquées en 2016 par une augmentation des demandes d'accompagnement et de conseils personnalisés. Cela a démarré dès le premier trimestre de l'année, avec des marchés extrêmement chahutés. Ensuite, la recherche de rendement pour nos clients, dans un contexte de taux bas et de forte volatilité, a conduit nos équipes à poursuivre le déploiement de l'offre dédiée aux actifs réels, tels le Private Equity ou l'immobilier. Ainsi, nos experts en Private Equity basés à Monaco ont pu présenter à notre clientèle de nouveaux compartiments dédiés qui ont rencontré un vif succès.

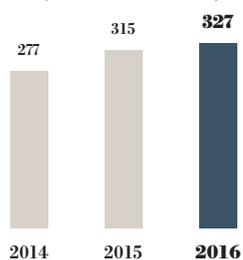
De plus, le contexte de taux bas qui a caractérisé la conjoncture financière globale en 2016 a conduit nos experts à travailler au lancement d'une gamme de nouveaux fonds gérés en performance absolue. Ces produits ont notamment été conçus afin de tirer parti des possibilités de création de valeur offertes par des sous-jacents nécessitant une importante capacité d'analyse, tels que les matières premières et les indices.

En 2017 nous continuons à innover et élargir notre offre, avec notamment en assurance-vie des fonds d'assurance spécialisés (FAS) et un nouveau mandat conseil spécialisé sur les hedge funds. Ce dernier va permettre de proposer aux clients une solution combinant une approche prudente des opportunités offertes par l'investissement alternatif et une stratégie de diversification et de décorrélation. Nous innovons également avec le lancement de l'application Indosuez Insight, qui permet à nos clients d'accéder aux documents de recherche et aux analyses publiées par les experts de l'ensemble du groupe Indosuez Wealth Management en terme de macroéconomie, stratégie d'investissement, ingénierie patrimoniale, corporate finance, actions, obligations & taux, change & métaux précieux, matières premières, produits structurés, private markets, immobilier, assurances et hedge funds. Le développement des expertises et des innovations au service de nos clients, associées à la proximité qui leur est offerte à Monaco, vont rester des facteurs clé de succès dans les années qui viennent.

Chiffres Clés

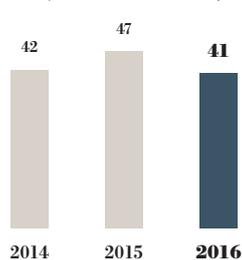
Capitaux propres Hors FRBG

(en millions d'euros)



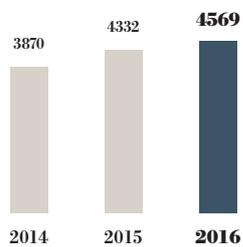
Résultat brut d'exploitation

(en millions d'euros)



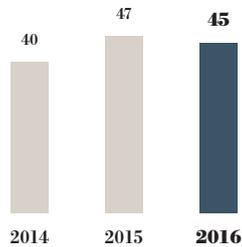
Total bilan

(en millions d'euros)



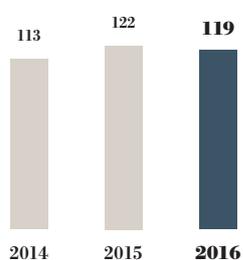
Résultat net

(en millions d'euros)



Produit net bancaire

(en millions d'euros)



Activités et résultats de la Banque

La fortune de CFM Indosuez Wealth au 31.12.2016 est en baisse de -3% par rapport à fin 2015, en conformité avec nos décisions d'ordre stratégique.

Cette légère diminution est expliquée principalement par la mise en œuvre de décisions stratégiques, atténuée par des effets marchés positifs et une dynamique commerciale performante.

La fortune espèces progresse de 3%, essentiellement sur les dépôts à terme en USD (+58%). Les dépôts à vue, toutes devises confondues, restent stables tout en demeurant sur des niveaux élevés, résultat d'un niveau de taux toujours très bas ou négatifs.

La fortune titres diminue de -6% au 31 décembre 2016.

Les encours Assurance-vie sont quasi stables sur douze mois, alors que les emplois demeurent sur une dynamique de croissance continue, en hausse de 7%.

Présentation des comptes de l'exercice

Le total du bilan s'établit à 4 569 M€ au 31 décembre 2016 en hausse de 237 M€ (+5%) par rapport au 31 décembre 2015.

A l'actif, le montant du portefeuille de placement de la Banque, constitué de titres liquides, dépasse 1.3 Mds € fin 2016 et il est composé principalement d'obligations.

Ce niveau d'encours de titres, permet de respecter le ratio de liquidité LCR global (liquidity Coverage Ratio) ainsi que sur les devises principales, euro et dollar.

Le poste « créances sur établissements de crédit » représente 613 M€ contre 579 M€ en 2015.

Au passif, les fonds propres s'élèvent à 327 M€, hors fonds pour risques bancaires généraux de 4,5 M€. L'évolution des fonds propres entre décembre 2015 et 2016 (+ 12 M€), résulte de la décision de l'AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2015, d'affecter en report à nouveau un

montant de 14 M€ sur le résultat 2015, sur un total de résultat qui s'élevait en 2015 à 47 M€.

Par ailleurs, le produit net bancaire s'établit à 119.4 M€ en baisse de 2.4% comparé à l'exercice 2015, mais néanmoins conforme aux prévisions budgétaires en dépit d'une grande volatilité sur les titres et du contexte de taux bas.

Les frais généraux sont en progression de 4.1% par rapport à l'exercice précédent mais restent contenus et en ligne avec les prévisions budgétaires à 78,4 M€.

Compte tenu des éléments précédents, d'un coût du risque et éléments exceptionnels positifs, le bénéfice net ressort à 45 M€, en baisse de 4.48% par rapport à l'exercice 2015.

Affectation des résultats

Bénéfice de l'exercice 2016	45.004.466,81 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	164.030.747,84 €
Total théorique à répartir	209.035.214,65 €
Dividendes aux actionnaires	31.515.000,00 €
Report à nouveau	177.520.214,65 €

Sur ces bases, chaque action recevrait un dividende de 55 euros inférieur de 4.40% au dividende versé au titre de l'exercice 2015 (57,55 euros par action). Ce dividende serait mis en paiement le 08 juin 2017.

Comptes annuels

**CFM Indosuez
Wealth Management**



1. Bilan au 31 décembre 2016

Bilan actif

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées		658 041	622 014
Caisse, banques centrales		45 404	43 563
Créances sur les établissements de crédit	3	612 637	578 451
Opérations avec la clientèle	4	2 433 666	2 267 731
Opérations sur titres		1 345 033	1 337 479
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	1 335 237	1 325 137
Actions et autres titres à revenu variable	6	9 796	12 342
Valeurs immobilisées		31 952	31 912
Participations et autres titres détenus à long terme	7	796	652
Parts dans les entreprises liées	8	297	506
Immobilisations incorporelles	9	17 951	17 889
Immobilisations corporelles	9	12 908	12 865
Comptes de régularisation et actifs divers		99 824	72 891
Autres actifs	13	32 050	20 271
Comptes de régularisation actif	13	67 774	52 620
TOTAL ACTIF		4 568 516	4 332 027

Bilan passif

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2016	31/12/2015
Opérations bancaires et assimilées		237 639	126 480
Dettes envers les établissements de crédit	10	237 639	126 480
Comptes créditeurs de la clientèle	11	3 919 393	3 813 337
Comptes de régularisation et passifs divers		74 874	67 530
Autres passifs	14	28 948	21 976
Comptes de régularisation passif	14	45 926	45 554
Provisions	15	5 104	5 202
Fonds pour risques bancaires généraux	16	4 471	4 471
Capitaux propres hors FRBG	17	327 035	315 007
Capital souscrit		34 953	34 953
Primes d'émissions		311	311
Réserves		82 736	82 736
Report à nouveau		164 031	149 897
Résultat en instance d'approbation		0	0
Résultat de l'exercice		45 004	47 110
TOTAL PASSIF		4 568 516	4 332 027

Hors bilan

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés			
Engagements de financement	20	617 748	645 082
Engagements de garantie	20	226 352	278 482
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	20	1 837 991	1 723 726
Engagements sur titres			

2. Compte de résultat de l'exercice 2016

(en milliers d'euros)	NOTES	31/12/2016	31/12/2015
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés		44 654	44 948
Intérêts et produits assimilés	21	51 415	51 742
Intérêts et charges assimilées	21	-6 761	-6 794
Revenus des titres à revenu variable	22	484	50
Commissions nettes		59 707	66 354
Commissions (produits)	23	64 027	70 727
Commissions (charges)	23	-4 320	-4 373
Produits nets sur opérations financières		18 664	15 648
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	16 433	15 457
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	25	2 231	191
Autres produits nets d'exploitation bancaire		-4 129	-4 632
Autres produits d'exploitation bancaire	26	2 530	3 184
Autres charges d'exploitation bancaire	26	-6 659	-7 816
PRODUIT NET BANCAIRE		119 380	122 368
Charges générales d'exploitation	27	-75 569	-72 028
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	9	-2 822	-3 263
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		40 989	47 077
Coût du risque	28	540	34
RESULTAT D'EXPLOITATION		41 529	47 111
Gains/pertes sur actifs immobilisés	29	3 475	-1
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		45 004	47 110
Résultat exceptionnel		0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		45 004	47 110

3. Annexes aux comptes publiables

Note 1

Principes comptables & méthodes appliquées

1.1. Introduction

Les états financiers de CFM Indosuez sont établis en conformité avec la réglementation applicable, dans le cadre des dispositions des conventions franco-monégasques, aux établissements de crédit de la Principauté de Monaco.

1.2. Principes et méthodes comptables

Conversion des actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de marché à la date d'arrêté.

Les charges et produits résultant de ces conversions ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Opérations de change

■ Contrats de change au comptant et à terme
A chaque arrêté comptable, les contrats de change comptant sont évalués au cours du marché au comptant de la devise concernée.

Les opérations de change à terme sont des opérations adossées, et le cours utilisé est le cours au comptant de la devise concernée.

■ Options de change
Les options de change sont des opérations conclues de gré à gré et adossées.

Instruments financiers à terme de taux d'intérêt

■ Opérations d'échange de taux d'intérêt
Il s'agit principalement de contrats adossés dans le cadre de la gestion actif/passif.
Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits au compte de résultat prorata-temporis.

■ Options de taux
Les options de taux sont des opérations conclues de gré à gré et adossées.

Titres

■ Titres de transaction
Les titres de transaction sont des titres acquis sur un marché organisé suffisamment liquide avec l'intention dès l'origine, de les revendre dans un délai maximum de 6 mois.

Les titres de transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les plus ou moins values dégagées sont enregistrées en produits ou charges de l'exercice.

■ Titres de placement
Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier.

Il est constitué une provision lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable.

■ Titres de participation
La constitution de provisions pour dépréciation des titres de participation est appréciée individuellement, en tenant compte de la valeur d'usage et de l'appréciation économique et financière de chaque société concernée.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles figurent pour leur coût historique et selon la méthode par composant, les réparations, l'entretien et les petits matériels sont débités aux comptes de charges de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles comprennent les fonds de commerce acquis, les logiciels et les droits au bail, elles figurent au bilan pour leur coût historique.

Les fonds de commerce acquis et les droits au bail ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation. Les amortissements pratiqués sur les autres immobilisations sont calculés selon le mode linéaire.

Note 2

Contrevaleur de l'actif et du passif en devises

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Total de l'actif en devises	1 588 940	1 573 074
Total du passif en devises	1 587 537	1 571 053

Les durées retenues pour calculer les amortissements sont les suivantes :

Composant	
Constructions	50 ans
Aménagements	6 à 10 ans
Mobilier & matériel	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciel et autres mobilisations incorporelles	1 à 3 ans

Provisions pour risques sur la clientèle

Les provisions pour risques sur la clientèle sont constituées en fonction des risques de pertes dès que ceux-ci sont connus, ces provisions viennent en déduction de l'actif lorsqu'elles se rapportent à des créances douteuses. Dans les autres cas, elles sont constituées au passif.

Pensions de retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les employeurs et les salariés sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés. Les cotisations dues au titre de l'exercice sont comptabilisées dans les résultats de la période.

La Banque a porté en 2016 la provision pour indemnités de départ à la retraite à 2 513 milliers d'euros.

Autres engagements sociaux

Les primes pour médailles du travail versées aux salariés sont incluses dans les charges de personnel.

La provision correspondant aux droits acquis par le personnel au titre de ces primes s'établit en fin d'exercice à 1 098 milliers d'euros.

Note 3

Créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Comptes et prêts		
à vue	70 801	69 752
au jour le jour	0	0
à terme	541 703	508 318
créances rattachées	133	381
Total des comptes des établissements de crédit	612 637	578 451
Provisions	0	0
Comptes des établissements de crédit, nets	612 637	578 451

Note 4

Créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Créances en principal	2 439 155	2 274 480
Créances rattachées	2 028	2 199
Total des crédits à la clientèle	2 441 183	2 276 679
Provisions	-7 517	-8 948
Valeur nette comptable	2 433 666	2 267 731

Note 5

Obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Titres de créances négociables	1 324 750	1 317 247
Créances rattachées	11 841	8 736
Sous-total	1 336 591	1 325 983
Provisions	-1 354	-846
Valeur nette comptable	1 335 237	1 325 137

Note 6

Actions et autres titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Titres de placement / actions	5	5
OPCVM de capitalisation	9 810	12 346
Sous-total	9 815	12 351
Provisions	-19	-9
Valeur nette comptable	9 796	12 342

Note 7

Participations et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Titres détenus dans les établissements de crédit	29	29
Autres titres	770	628
Sous-total	799	657
Provisions	-3	-5
Valeur nette comptable	796	652

Note 8

Parts dans les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Titres détenus dans les établissements de crédit		
Autres titres	297	506
Sous-total	297	506
Provisions		
Valeur nette comptable	297	506

La Banque détient la quasi-totalité du capital de CFM Indosuez Gestion, société anonyme monégasque au capital de 150 milliers d'euros. La Banque détient en outre 100% du capital de CFM Indosuez Conseil en Investissement, société française par action simplifiée unipersonnelle, au capital de 150 milliers d'euros. La filiale Lederlex a été liquidée en Septembre 2016.

Note 9

Immobilisations

(en milliers d'euros)	Eléments incorporels	Eléments corporels
Montants bruts au 1 ^{er} janvier 2016	33 475	46 440
Mouvements nets de l'exercice	330	2 596
Montants bruts au 31 décembre 2016	33 805	49 036
Amortissements cumulés en fin d'exercice	15 854	36 128
Montants nets au 31 décembre 2016	17 951	12 908
Dotations aux amortissements de l'exercice 2016	268	2 554

Les fonds de commerce acquis n'ont pas fait l'objet d'amortissement mais de tests de dépréciation de valeur. Aucune dépréciation n'a dû être constatée à fin 2016. Les frais d'établissement sont intégralement amortis à la clôture de l'exercice.

Note 10

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Comptes ordinaires créditeurs	33 988	8 622
Comptes à terme	203 652	117 857
Dettes rattachées	-1	1
Total des comptes des établissements de crédit	237 639	126 480

Note 11

Comptes créditeurs de la clientèle

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Comptes d'épargne à régime spécial	168 926	212 756
Comptes à vue	3 107 000	3 090 911
Comptes à terme	633 864	491 744
Autres comptes	8 066	17 579
Dettes rattachées	1 537	347
Valeur nette au bilan	3 919 393	3 813 337

Note 12

Créances et dettes rattachées

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Intérêts courus non échus à recevoir (actif)		
Créances sur les établissements de crédit	133	381
Créances sur la clientèle	2 028	2 199
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 841	8 736
Total des intérêts inclus dans les postes de l'actif	14 002	11 316
Intérêts courus non échus à payer (passif)		
Dettes envers les établissements de crédit	-1	1
Comptes créditeurs de la clientèle	1 537	347
Total des intérêts inclus dans les postes du passif	1 536	348

Note 13

Autres actifs et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Autres actifs		
Débiteurs divers	256	438
Instruments conditionnels achetés	14 557	2 508
Comptes de règlements relatifs aux titres	13 257	13 538
Dépôts de garantie	3 869	3 740
Autres	111	47
Valeur nette au bilan	32 050	20 271
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement	125	352
Ajustement devises	38 843	20 747
Produits à recevoir	21 109	26 105
Charges constatées d'avance	1 570	1 227
Autres	6 127	4 189
Valeur nette au bilan	67 774	52 620
TOTAL	99 824	72 891

Note 14

Autres passifs et comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Autres passifs		
Dépôts de garantie	8 017	12 808
Instruments conditionnels vendus	14 557	2 508
Créditeurs divers	6 369	6 660
Comptes de règlements relatifs aux titres	5	0
Autres	0	0
Valeur nette au bilan	28 948	21 976
Comptes de régularisation		
Ajustement devise	0	0
Produits constatés d'avance	0	1
Charges à payer	38 237	39 364
Autres comptes de régularisation	7 689	6 189
Valeur nette au bilan	45 926	45 554
TOTAL	74 874	67 530

Note 15

Provisions

(en milliers d'euros)	Solde au 31.12.2015	Dotations	Reprises	Ecarts de conversion	Autres mouvements	Solde au 31.12.2016
Provisions déduites de l'actif						
Créances sur la clientèle	8 948	914	2 355	10		7 517
Titres de placement	855	1 373	855			1 373
Immobilisations financières	5		2			3
TOTAL	9 808	2 287	3 212	10	0	8 893
Provisions classées au passif du bilan						
Risques sur la clientèle	367					367
Engagements sociaux	4 012	1 528	1 212			4 328
Autres provisions affectées	823	378	792			409
TOTAL	5 202	1 906	2 004	0	0	5 104

Note 16

Fonds pour risques bancaires généraux

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Fonds pour risques bancaires généraux	4 471	4 471
Valeur au bilan	4 471	4 471

Ce montant couvre de façon indifférenciée les risques généraux de la Banque. Le fonds pour risques bancaires généraux est assimilé à des fonds propres aux termes de la réglementation bancaire en vigueur.

Note 17

Variation des capitaux propres (avant répartition et hors FRBC)

(en milliers d'euros)	Capital	Primes et réserves	Ecarts de réévaluation	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31.12.2014	34 953	83 047	0	118 612	0	40 310	276 922
Augmentation / réduction							0
Dividendes versés en 2015						-9 025	-9 025
Affectation du résultat 2014				31 285		-31 285	0
Résultat de l'exercice 2015						47 110	47 110
Solde au 31.12.2015	34 953	83 047	0	149 897	0	47 110	315 007
Augmentation / réduction							0
Dividendes versés en 2016						-32 976	-32 976
Affectation du résultat 2015				14 134		-14 134	0
Résultat de l'exercice 2016						45 004	45 004
Solde au 31.12.2016	34 953	83 047	0	164 031	0	45 004	327 035

Note 18

Ventilation selon la durée résiduelle des créances et des dettes

(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Hors créances et dettes rattachées					
Créances sur les établissements de crédit	412 504	200 000			612 504
Créances sur la clientèle	2 430 669	8 486			2 439 155
Créances représentées par un titre	401 990	491 165	431 595		1 324 750
Dettes envers les établissements de crédit	237 640				237 640
Comptes créditeurs de la clientèle	3 820 119	97 737			3 917 856

Note 19

Engagements sur les instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.16			Total
	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Opérations fermes				
Swaps de taux d'intérêt	1 689 545	1 538 957	648 709	3 877 211
Gestion globale du risque de taux	486 762	898 504	595 639	1 980 905
Autres opérations de couverture	1 041 257	629 069	53 070	1 723 395
Swaps de transaction	161 527	11 384		172 911
Contrats à terme de change	2 996 603	38 146	0	3 034 748
Euros à livrer	1 401 879	1 379		1 403 258
Devises à livrer	1 594 723	36 767		1 631 490
Opérations conditionnelles				
Achats d'options	1 223 339	8 315		1 231 655
Ventes d'options	1 223 339	8 315		1 231 655

Les montants indiqués correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swaps de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Note 20

Hors bilan

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Engagements donnés	844 100	923 564
- Engagements de financement :	617 748	645 082
En faveur de la clientèle	617 748	645 082
- Engagements de garantie :	226 352	278 482
D'ordre d'établissements de crédit	15 202	15 004
D'ordre de la clientèle	211 150	263 478
Engagements reçus	1 837 991	1 723 726
- Engagements de garantie :	1 837 991	1 723 726
Reçus d'établissements de crédit	33 184	64 854
Reçus de la clientèle	1 804 807	1 658 872

Note 21

Produits nets d'intérêts et revenus assimilés sur opérations

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
avec établissements de crédit	19 596	21 964
avec la clientèle	31 258	29 778
sur titres	561	0
Intérêts et produits assimilés	51 415	51 742
avec établissements de crédit	-1 761	-3 031
avec la clientèle	-5 000	-3 493
sur titres	0	-270
Intérêts et charges assimilées	-6 761	-6 794
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	44 654	44 948

Note 22

Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Participations et autres titres détenus à long terme	26	2
Parts dans les entreprises liées	458	48
Total	484	50

Note 23

Commissions

(en milliers d'euros)	31.12.16			31.12.15		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec établissements de crédit	0	-147	-147	0	-165	-165
Sur opérations avec la clientèle	6 139	-1 364	4 775	6 653	-1 518	5 135
Sur opérations sur titres	47 001	-2 809	44 192	53 207	-2 690	50 517
Autres commissions	10 887	0	10 887	10 867	0	10 867
Total	64 027	-4 320	59 707	70 727	-4 373	66 354

Note 24

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Sur titres de transaction	4 724	5 249
Sur opérations de change et instruments financiers assimilés	11 709	10 208
Soldes des opérations sur portefeuille de négociation	16 433	15 457

Note 25

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Titres de placement		
Plus-values nettes	2 806	476
Mouvements nets des provisions	-575	-285
Montant net	2 231	191

Note 26

Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Produits		
Quote-part des opérations faites en commun	0	0
Refacturation et transfert de charge	37	34
Produits divers d'exploitation bancaire	2 424	3 088
Autres produits	69	62
Total produits	2 530	3 184
Charges		
Quote-part des opérations faites en commun	-1 008	-816
Charges diverses d'exploitation bancaire	-5 651	-7 000
Total charges	-6 659	-7 816
Total net	-4 129	-4 632

Note 27

Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Frais de personnel		
Salaires et traitements	33 171	31 124
Intéressement	1 007	1 085
Charges sociales	11 840	11 313
Total des frais de personnel	46 018	43 522
Frais administratifs	29 551	28 506
Dont honoraires des Commissaires aux comptes	160	149
Total des charges générales d'exploitation	75 569	72 028

Note 28

Coût du risque

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Reprises de provisions sur risques et charges	792	161
Récupération des créances amorties	2 280	1 154
Produits divers	283	29
Total produits	3 355	1 344
Provisions sur créances douteuses et autres actifs	-807	-576
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par une provision	-1 629	-730
Dotations aux provisions pour risques et charges	-379	0
Charges diverses	0	-4
Total charges	-2 815	-1 310
Total	540	34

Note 29

Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Plus values de cessions sur immobilisations incorporelles et corporelles	3 475	
Moins values de cessions sur immobilisations incorporelles et corporelles		-1
Plus values de cessions sur immobilisations financières		
Dotations et reprises aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Total	3 475	-1

Note 30

Effectifs moyens

	31.12.2016	31.12.2015
Catégorie de personnel		
Cadres	286	273
Gradés	83	91
Employés		
Total	369	364

Note 31

Actifs grevés

CFM Indosuez Wealth suit et pilote le niveau de ses actifs mobilisés. Au total, le ratio d'actifs grevés s'élève à 0% au 31 décembre 2016. Nous n'avons pas identifié de source de mobilisation d'actif répondant aux critères définis par l'arrêté du 19 décembre 2014.

ACTIFS

(en millions d'euros) 31.12.2016	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs de l'établissement déclarant	0,0	0,0	4 568,5	4 630,5
Instruments de capitaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créances	0,0	0,0	2 433,7	2 433,7
Prêts et créances autres que prêts à vus	0,0	0,0	1 345,0	1 357,3
Autres actifs	0,0	0,0	789,8	839,5

GARANTIES REÇUES

(en millions d'euros) 31.12.2016	Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Collatéral reçu de l'établissement déclarant	0,0	0,0

Résultats financiers de la société

(en milliers d'euros, sauf les montants par action)

31.12.2009

31.12.2010

Situation financière en fin d'exercice

Capital social	34 953	34 953
Nombre d'actions émises	573 000	573 000
Réserves	83 047	83 047

Résultat global des opérations effectuées

Produit net bancaire	100 301	99 163
Résultat courant	37 551	40 203
Bénéfice de l'exercice	37 551	40 203
Montant des bénéfices distribués	24 353	26 129

Résultat des opérations réduit à une seule action

Résultat courant	65,53	70,16
Bénéfice de l'exercice	65,53	70,16
Dividende versé à chaque action	42,50	45,60

Personnel

Nombre de salariés	407	407
Montant de la masse salariale	29 591	30 311
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	10 200	10 498

(Sécurité sociale, Oeuvres sociales, etc..)

31.12.2011	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2014	31.12.2015	31.12.2016
34 953	34 953	34 953	34 953	34 953	34 953
573 000	573 000	573 000	573 000	573 000	573 000
83 047	83 047	83 047	83 047	83 047	83 047
104 582	112 023	108 625	113 114	122 368	119 381
38 672	45 362	35 177	40 310	47 110	41 530
38 672	45 362	35 177	40 310	47 110	45 004
26 129	29 487	24 582	28 214	32 976	31 515
67,49	79,17	61,39	70,35	82,22	72,48
67,49	79,17	61,39	70,35	82,22	78,54
45,60	51,46	42,90	49,24	57,55	55,00
379	372	370	361	364	369
30 394	30 061	30 987	31 619	32 209	34 178
10 652	10 131	10 835	11 105	11 313	11 840

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de la mission générale et permanente qui nous a été confiée, par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2014 pour les exercices 2014, 2015 et 2016.

Les états financiers et documents sociaux, arrêtés par votre Conseil d'Administration, ont été mis à notre disposition dans les délais légaux.

* Le total du bilan s'élève à 4 568 515 875 €

* Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 45 004 467 €

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, a été accomplie selon les normes professionnelles et en faisant application des règles relatives au contrôle des établissements relevant de la réglementation bancaire. Elle nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société pendant l'exercice 2016, le bilan au 31 Décembre 2016, le compte de résultat de l'exercice et l'annexe, clos à cette date.

Ces documents ont été établis suivant les prescriptions légales et selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits. Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises qui prévoient que nos travaux soient planifiés et réalisés de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'irrégularités significatives.

Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des informations contenus dans les états financiers, ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par vos dirigeants.

A notre avis, les états financiers au 31 décembre 2016 tels qu'ils sont annexés au présent rapport et soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 décembre 2016 et le résultat de l'exercice de douze mois clos à cette date.

Nous avons aussi vérifié les informations financières contenues dans le rapport de votre Conseil d'Administration, la proposition d'affectation des résultats et le respect des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de votre société. Nous n'avons pas d'observation à formuler.

Monaco, le 3 avril 2017

Bettina Ragazzoni
Commissaire aux Comptes

Claude Tomatis
Commissaire aux Comptes

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous présentons un rapport sur les opérations visées à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895, accomplies pendant l'exercice 2016 et sur les assemblées tenues pendant le même exercice.

Opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895

Nous vous rappelons qu'il s'agit de toute entreprise ou marché comportant une série de prestations successives de même nature ou de nature analogue, fait avec la société ou pour son compte et dans lequel un administrateur de votre société a un intérêt direct ou indirect.

Au cours de l'exercice, les opérations suivantes ont été réalisées :

Convention d'externalisation de la fonction de la gestion de la Trésorerie en suite dans le Groupe, chez CA Indosuez (Switzerland) SA, depuis juillet 2016. SLA en négociation sur 2016 (version définitive signée le 11.01.2017).

Referral Agreement (RA) conclu avec HSBC en date du 18 octobre 2016 et en particulier «le Referee Guarantor» y inclus signé par le Directeur Général de CA Indosuez Wealth (Group) SA, 5-7 avenue Percier, 75008 Paris, Monsieur Paul de Leusse, Administrateur de CFM Indosuez Wealth.

CFM Indosuez Wealth a poursuivi ses opérations, avec CA-CIB et d'autres établissements du groupe, dont la nature et les conditions restent celles de la profession bancaire et du marché.

CFM Indosuez Wealth a poursuivi ses opérations dans le cadre de la convention de sous-traitance de prestations informatiques (S2i) et de back office avec CA Indosuez (Switzerland) SA.

CFM Indosuez Wealth a continué d'apporter son appui opérationnel à la société CFM Indosuez Gestion ainsi qu'à la SASU CFM Indosuez Conseil en Investissement.

CFM Indosuez Wealth a utilisé les services de la société de courtage en assurance Ascoma JH pour la gestion d'une partie de ses polices d'assurances. CFM Indosuez Wealth a par ailleurs conclu avec cette société un contrat d'apporteur.

Elles n'appellent de notre part aucune observation.

Assemblées tenues au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice, vous avez été réunis :

- le 20 mai 2016 en Assemblée Générale Ordinaire annuelle pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour cette assemblée, nous avons vérifié :

- le respect des prescriptions légales et statutaires relatives à sa tenue ;
- l'exécution des résolutions approuvées.

Nous n'avons constaté aucune irrégularité.

Monaco, le 3 avril 2017

Bettina Ragazzoni
Commissaire aux Comptes

Claude Tomatis
Commissaire aux Comptes

Résolutions AGO

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, des rapports des Commissaires aux comptes, du bilan et du compte de résultat arrêtés au 31 décembre 2016, approuve les comptes de l'exercice 2016 tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve la répartition du solde bénéficiaire de l'exercice 2016, soit 45 004 466,81 euros auquel il faut ajouter le report à nouveau de l'exercice précédent 164 030 747,84 euros, soit au total 209 035 214,65 euros, telle qu'elle est proposée par le Conseil dans son rapport et, en conséquence, décide :

De répartir aux actionnaires	
à titre de dividendes	31 515 000,00 €
De reporter à nouveau	177 520 214,65 €

La répartition aux actionnaires s'effectuera par la mise en paiement du dividende à la date du 08 juin 2017 de 55 euros inférieur de 4,40% par rapport au dividende versé au titre de l'exercice 2015.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à procéder, s'il le juge opportun, au versement avant la fin de l'exercice d'un acompte sur le dividende 2017, sur la base d'un bilan dûment certifié par les Commissaires aux comptes de la société.

Quatrième résolution

Conformément à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale réélit comme administrateur Monsieur Jean-Marie Sander, pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur Sander prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Cinquième résolution

Conformément à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale réélit comme administrateur Monsieur Yves Barsalou, pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur Barsalou prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Sixième résolution

Conformément à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale réélit comme administrateur Monsieur Michel Cresp, pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur Cresp prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Septième résolution

Conformément à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale réélit comme administrateur Monsieur Olivier Desjardins pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur Desjardins prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Huitième résolution

Conformément à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale réélit comme administrateur Monsieur Paul de Leusse pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur de Leusse prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Neuvième résolution

Conformément à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale réélit comme administrateur Madame Andrée Samat pour une période d'un an.

Le mandat de Madame Samat prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dixième résolution

Conformément à l'article 17 des statuts, l'Assemblée Générale ratifie la nomination comme administrateur de Monsieur Hervé Husson pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur Husson prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Onzième résolution

Conformément à l'article 17 des statuts, l'Assemblée Générale ratifie la nomination comme administrateur de Monsieur François Veverka pour une période d'un an.

Le mandat de Monsieur Veverka prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Douzième résolution

L'Assemblée Générale propose d'arrêter comme suit la composition du Collège des Commissaires aux Comptes pour les exercices 2017, 2018 et 2019 :

Commissaires aux Comptes titulaires :
Madame Sandrine ARCIN et Monsieur Claude TOMATIS

Commissaire aux Comptes suppléant :
Monsieur François BRYCH

Elle approuve le montant des honoraires alloués aux Commissaires aux comptes, tel qu'il figure dans les charges de l'exercice.

Treizième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes, prend acte de ce qu'il lui a été rendu compte, pour l'exercice écoulé, des opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895.

Elle approuve ces opérations et renouvelle aux administrateurs l'autorisation prévue à l'article 23 de l'Ordonnance précitée.

Quatorzième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs à Madame Marie-Odile JORIS ou au porteur d'un exemplaire original à l'effet d'accomplir dans les meilleurs délais, toutes les formalités nécessitées par les résolutions qui précèdent.



Nos
implantations

SIÈGE SOCIAL

11, boulevard Albert 1^{er}
Tél. + 377 93 10 20 00

AGENCES

Albert 1^{er}

11, boulevard Albert 1^{er}
Tél.+ 377 93 10 20 00

Gastaud

2, rue des Princes
Tél.+ 377 93 10 20 92

Suffren Reymond

11, boulevard Albert 1^{er}
Tél.+ 377 93 10 23 40

Monte-Carlo

31, boulevard Princesse Charlotte
Tél.+ 377 93 10 25 30

Moulins

Europa Résidence
Tél.+ 377 93 10 25 00

Monaco Ville

6, rue Comte Félix Gastaldi
Tél.+ 377 93 10 26 20

Fontvieille

18, quai Jean-Charles Rey
Tél.+ 377 93 10 26 50



Le Rapport annuel est publié
en français et en anglais.
En cas de divergence entre
les deux versions, la version
originale française fait foi.

Conception & réalisation :
www.lamanufacture.net
Crédits photo : Olivier Warter, Sopress
Illustrations : Cassandre Montoriol

